Quand l’Europe centrale et orientale réveille le débat sur la sécurité du continent

Description

La guerre d’ampleur menée par la Russie contre l’Ukraine depuis 2022 n’a pas seulement bouleversé les équilibres militaires du continent. Elle a également révélé un profond décalage entre les perceptions de l’est et de l’ouest de l’Europe. Là où une partie de l’Europe occidentale a longtemps cru aux vertus pacificatrices de l’interdépendance économique, les pays ayant connu la domination soviétique ont perçu plus tôt le retour de la menace russe.

Les États baltes, la Pologne, la Roumanie, dans l’UE, mais aussi l’Ukraine, et la Moldavie avec un soutien assez fort de l’Ouest et, de façon plus précaire la Géorgie et l’Arménie rappellent aujourd’hui que la sécurité européenne ne peut plus être pensée depuis les seuls centres traditionnels de pouvoir que sont Paris, Berlin ou Bruxelles. Dans cette Europe inquiète, « l’Est » n’est plus une périphérie. Dans son extrême diversité, cette région de l’Europe devient l’un des lieux où l’avenir stratégique du continent se redéfinit.

La fin de l’illusion post-guerre froide

Après 1945, l’Europe occidentale a vécu dans un monde que l’on pouvait croire durablement « pacifié » : jusqu’à la chute de l’Union soviétique, il s’agissait certes davantage d’une absence de guerre ouverte que d’une paix pleinement garantie. A l’Ouest, la menace nucléaire demeurait d’ailleurs présente. À l’Est, à cette menace nucléaire s’ajoutait à l’expérience de l’oppression politique et de la tutelle soviétique. Pourtant, avec l’effondrement de l’URSS, l’élargissement européen et la réunification progressive du continent, beaucoup ont cru que l’Europe était entrée dans une nouvelle ère, et ce même si la guerre froide a laissé des traces profondes.

Cette période a nourri une conviction forte. Le commerce, l’interdépendance et les institutions communes devaient rendre la guerre impossible. L’expérience de l’Union européenne semblait confirmer cette hypothèse. Entre anciens adversaires, l’intégration économique avait produit de la confiance, de la prospérité et une paix durable. Il était tentant d’étendre ce raisonnement aux relations avec la Russie. La dépendance européenne vis-à-vis des hydrocarbures russes qui s’est alors renforcée pouvait dès lors être interprétée non comme une vulnérabilité, mais comme un lien d’intérêt mutuel.

La guerre d’ampleur en Ukraine a brutalement mis fin à cette illusion : l’interdépendance économique n’a pas empêché Moscou de recourir à la force. Elle a au contraire exposé les fragilités européennes, notamment dans le domaine énergétique et militaire. Ce retour de la guerre sur le continent n’est pas entièrement inédit. Dans les années 1990 déjà, les guerres des Balkans avaient montré l’incapacité des Européens à empêcher seuls la violence dans leur voisinage. Brendan Simms a parlé à ce propos de l’« *heure la moins glorieuse* » de l’Europe, lorsque celle-ci dut constater son impuissance face aux crimes commis en Bosnie(1).

La différence est notamment qu’aujourd’hui la menace touche directement l’architecture de sécurité européenne. L’agression russe contre l’Ukraine, ajoutée aux incertitudes croissantes sur la fiabilité américaine, a forcé les Européens à regarder en face ce qu’ils avaient longtemps préféré repousser. Leur sécurité ne peut plus reposer uniquement sur les

fameux « dividendes de la paix » ni sur la garantie automatique des États-Unis.

L'Europe centrale et orientale face à la manifestation de la menace russe

Pour les pays d'Europe centrale et orientale, le déclenchement de l'invasion russe à grande échelle de l'Ukraine n'a pas eu le même sens que pour une partie de l'Europe occidentale. Elle a réactivé une mémoire historique encore vive, celle de l'occupation, de la domination et de la terreur soviétiques. Dans ces sociétés, la menace russe n'est pas une abstraction stratégique mais renvoie à une expérience vécue, transmise, inscrite dans les trajectoires nationales et familiales.

C'est pourquoi l'opposition la plus ferme à la Russie actuelle vient souvent des États qui ont été les plus directement exposés à l'Union soviétique. Les pays baltes en sont l'exemple le plus évident. Leur incorporation forcée dans l'URSS puis leur retour à l'indépendance ont façonné une perception aiguë de la souveraineté et de la vulnérabilité. L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie le rappellent depuis longtemps : la Russie post-soviétique n'a jamais renoncé à penser son voisinage comme une zone d'influence.

La Pologne occupe également une place centrale dans cette géographie de la vigilance, elle qui fut l'un des premiers pays à rompre politiquement avec la domination soviétique, notamment à travers le mouvement *Solidarność*. Cette expérience explique en partie la fermeté de Varsovie face à Moscou. Depuis 2022, la défense de l'Ukraine n'est pas seulement une question de solidarité européenne pour elle. Elle est aussi perçue comme une ligne de protection avancée pour l'ensemble de l'Europe centrale.

La Roumanie, de son côté, porte encore la mémoire du régime de Ceaușescu et se trouve aujourd'hui exposée aux tensions régionales liées à la mer Noire, à la Moldavie et à la proximité du conflit ukrainien. La Hongrie a occupé sous le règne de Viktor Orbán une position plus ambiguë au sein de l'UE. Mais l'histoire hongroise reste marquée par l'insurrection de 1956 et par les chars soviétiques dans Budapest.

D'autres cas montrent que la menace russe ne se limite pas aux seules armes. La Slovaquie, au sein de l'UE, et la Géorgie, à l'extérieur de celle-ci, illustrent la puissance des stratégies d'influence, de division et de subversion. Moscou soutient ou encourage des forces politiques capables d'affaiblir la cohésion européenne, de relativiser l'agression contre l'Ukraine ou de présenter l'Occident comme responsable des tensions actuelles. Cette action indirecte accompagne la guerre conventionnelle et vise à fragiliser les sociétés de l'intérieur.

L'Ukraine représente le cas évidemment extrême de cette confrontation, lieu où le retour de l'impérialisme russe s'est transformé en guerre ouverte. Sa résistance militaire et politique contribue à modifier le regard porté sur les pays d'Europe centrale et orientale, désormais perçus comme des acteurs centraux de la sécurité continentale. Ils apportent une expertise historique, politique et stratégique que l'Ouest ne peut plus ignorer, ne se contentent pas de subir l'histoire mais en proposent aussi une lecture pertinente. Pour ces pays, la paix ne repose pas seulement sur le dialogue, le commerce ou les institutions : elle suppose aussi la capacité de résister à la coercition, de défendre les frontières et de comprendre les logiques impériales lorsqu'elles réapparaissent. Cette leçon, longtemps jugée excessive ou trop alarmiste par certains partenaires occidentaux, est aujourd'hui au cœur du débat européen sur la sécurité.

L'Ouest européen à l'épreuve du réel

Face à l'agression russe, l'Europe occidentale a réagi plus lentement et plus difficilement que les pays de son flanc oriental. Cette hésitation s'explique notamment par une culture stratégique façonnée par plusieurs décennies de paix relative, de prospérité et de confiance dans les mécanismes de coopération. Pour une partie des dirigeants et des opinions publiques d'Europe de l'Ouest, l'idée qu'une guerre de conquête puisse de nouveau viser un État européen est longtemps restée un impensé.

Cette confiance a longtemps nourri une lecture trop optimiste de la Russie. Les liens énergétiques, les échanges commerciaux et les formats diplomatiques devaient permettre de contenir les tensions. L'Allemagne en fut l'exemple le plus visible, tant sa politique orientale reposait sur l'idée qu'un rapprochement économique pouvait accompagner une

transformation politique. D'autres pays d'Europe occidentale partageaient, à des degrés divers, cette conviction. La Russie était perçue comme un partenaire difficile, parfois brutal, mais encore intégrable dans un ordre européen fondé sur les règles.

L'invasion à grande échelle de l'Ukraine a fait voler en éclats cette représentation. Elle a aussi révélé l'impréparation militaire des États européens. Pendant trois décennies, les « dividendes de la paix » avaient permis de réduire les budgets de défense et de reporter les investissements lourds. Cette évolution paraissait rationnelle dans un monde où la guerre interétatique semblait appartenir au passé européen. Elle apparaît aujourd'hui comme une vulnérabilité majeure.

Face aux agressions russes, l'Union européenne n'est pas restée immobile. Dès 2014, elle a adopté des sanctions contre la Russie, et certains de ses pays membres ont soutenu financièrement l'Ukraine et organisé des livraisons d'armes et des formations. Ce soutien militaire représente une rupture importante avec les habitudes politiques de l'après-1945 pour l'UE. Mais cette réaction s'est construite par étapes, souvent sous la pression des événements et des pays les plus exposés à la menace russe, notamment après 2022. Elle témoigne d'un apprentissage stratégique plus que d'une conversion immédiate.

À cette difficulté interne s'ajoute désormais l'incertitude américaine. Depuis 1945, la sécurité de l'Europe occidentale s'est construite autour de la garantie des États-Unis et de l'OTAN. Or, cette certitude s'est fissurée. Une alliance ne repose pas seulement sur des traités, des institutions et des capacités militaires. Elle repose aussi sur la confiance dans la constance de l'engagement. Gregory Miller souligne, dans un autre contexte, l'importance de la réputation de fiabilité dans la construction des partenariats stratégiques(2). Appliquée à la relation transatlantique, cette idée éclaire la fragilité actuelle. Lorsque la parole américaine devient incertaine, c'est toute l'architecture de sécurité européenne qui vacille.

Pour les pays d'Europe centrale et orientale, cette incertitude est particulièrement préoccupante. Leur sécurité repose largement sur l'OTAN, mais leur expérience historique les conduit à se méfier des garanties trop abstraites. Ils savent que la dissuasion ne vaut que si elle est crédible, visible et politiquement assumée. C'est pourquoi ils plaident souvent pour une présence militaire renforcée sur le flanc oriental, pour des investissements de défense plus élevés et pour une Europe capable d'agir même en cas d'hésitation américaine.

L'Europe occidentale se trouve donc devant un double défi. Elle doit réarmer matériellement, mais aussi intellectuellement. Dans ce nouveau contexte, Paris, Berlin, Rome ou Madrid ne peuvent plus ignorer ce que Varsovie, Tallinn, Riga, Vilnius ou Kyïv disent depuis longtemps.

Ce que l'Est enseigne à l'Ouest

Désormais, l'Europe centrale et orientale n'apparaît plus seulement comme un espace à protéger, mais comme un lieu d'expertise stratégique. Cette familiarité avec les logiques de domination russe confère à ses États une légitimité nouvelle dans le débat européen sur la défense.

Pour l'UE, l'enjeu n'est pas seulement d'augmenter les budgets militaires ou de produire davantage d'armements. Il est aussi d'accepter un déplacement du regard. La sécurité du continent se construit avec celles et ceux qui vivent au plus près de la menace. Elle doit intégrer ce que Kyïv, Varsovie, Tallinn, Riga, Vilnius, Bucarest ou Chisinau savent depuis longtemps : la paix européenne reste fragile lorsqu'elle n'est pas soutenue par une capacité de résistance crédible.

Notes :

(1) Brendan Simms, *Unfinest Hour: Britain and the Destruction of Bosnia*, Penguin, New York, 2003.

(2) Gregory Miller, "Building space partnership through reliable reputation", *in* Thomas Hoerber, Mariel Borowitz, Antonella Forganni, Bruno Reynaud de Sousa (dir.), *Routledge Handbook of Space Policy*, Routledge, Londres, 2025, pp. 22-39.

Vignette : sur un mur de la Maison de la culture détruite d'Irpine – Ukraine (photo Céline Bayou).

* Thomas Hoerber est titulaire de la chaire Jean Monnet en études européennes, directeur du Centre d'excellence Jean Monnet sur la politique spatiale européenne et directeur de l'Institut UE-Asie à l'ESSCA School of Management, à Angers, en France.

** Jakob Dehner est étudiant en licence de gouvernance et de politiques publiques à l'université de Passau, chargé de liaison indépendant, en collaboration avec des ministères allemands, et auteur de nombreux travaux de recherche.

Pour citer cet article : Thomas Hoerber et Jakob Dehner (2026), « Quand l'Europe centrale et orientale réveille le débat sur la sécurité du continent », *Regard sur l'Est*, 31 août.

DOI 10.5281/zenodo.22657006

Lien vers la version anglaise de l'article

Retour en haut de page

date créée
31/08/2026
Champs de Méta
Auteur-article : Thomas Hoerber*, Jakob Dehner**